

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **26690 C**

Inscrit le 9 mars 2010

Audience publique du 29 juin 2010

**Appel interjeté par
la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 25 janvier
2010 (n° 24498 du rôle) dans une affaire ayant opposé la société
anonyme ..., anciennement ..., ..., à un bulletin de cotisation émis par
la Chambre de commerce
en matière de cotisations professionnelles**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 26690C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 9 mars 2010 par Maître Patrick KINSCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom et pour compte de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 25 janvier 2010, dans la mesure où ledit tribunal a annulé, sur recours de la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., le bulletin de cotisation émis à l'encontre de ladite société le 13 mars 2008 en ce qu'il porte sur l'année 2007 et condamné la Chambre de Commerce aux frais;

Vu l'exploit de signification de l'huissier de justice Frank SCHAAL, demeurant à Luxembourg, du 19 mars 2010, portant signification de cette requête à la société anonyme ..., anciennement ..., préqualifiée;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 19 avril 2010 par Maître Jean-Pierre WINANDY, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ..., anciennement ..., préqualifiée;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 18 mai 2010 au nom de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 25 mai 2010 au nom de la société anonyme ..., anciennement ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Patrick KINSCH et Maître Alexandre VANHEE, en remplacement de Maître Jean-Pierre WINANDY, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 22 juin 2010.

Le 13 mars 2008, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de commerce », émit à l'égard de la société anonyme ..., qui a par la suite changé sa dénomination sociale en ..., ci-après dénommée la « société ... », un bulletin de cotisation portant notamment rappel de la cotisation pour l'année 2007 d'un montant de 13.340,97€, cotisation originellement fixée par bulletin de cotisation du 5 juillet 2007.

Le 12 juin 2008, la société ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation du bulletin de cotisation précité du 13 mars 2008 en ce qu'il porte sur la cotisation de l'année 2007.

Par jugement du 25 janvier 2010, le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation; déclara le recours en annulation recevable et justifié, partant annula le bulletin de cotisation précité du 13 mars 2008 dans la mesure où il avait été attaqué, le tout avec condamnation de la Chambre de commerce aux frais.

Le 9 mars 2010, la Chambre de commerce a régulièrement interjeté appel contre ledit jugement du 25 janvier 2010.

La Chambre de commerce soutient en premier lieu que la société ... aurait volontairement payé sa cotisation le 27 mars 2008 et que ce paiement vaudrait acquiescement au bulletin de cotisation et rendrait la société ... irrecevable à le contester.

Ce moyen est à écarter au motif que le paiement d'une cotisation requise par un bulletin de cotisation exécutoire de la Chambre de commerce que l'on vient de recevoir n'est pas un élément à lui seul suffisant pour documenter un acquiescement au bulletin en question et une renonciation à tout droit de réclamation.

La recevabilité *ratione temporis* du recours introductif de la première instance visant, à travers le bulletin de rappel querellé, la décision de fixation de la cotisation intervenue dès le 5 juillet 2007, n'est pas non plus autrement affectée, dès lors qu'il ne se dégage d'aucun élément d'information soumis en cause si – et dans l'affirmative quand – le bulletin du 5 juillet 2007 a été notifié ou autrement porté à la connaissance de la société

Ensuite, la Chambre de commerce reproche en substance aux premiers juges d'avoir retenu que le bulletin du 13 mars 2008 serait vicié par le fait qu'il implique une application rétroactive prohibée du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'affiliation à la Chambre de commerce, au mode et à la procédure d'établissement du rôle des cotisations de la Chambre de commerce et fixant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de commerce, ci-après le « *règlement grand-ducal du 21 décembre 2007* », soutenant que l'analyse des premiers juges procéderait d'une confusion entre le principe de la créance de la Chambre de commerce, d'une part, et les modalités de l'établissement des rôles des cotisations, d'autre part.

Etant donné que le cadre juridique auquel le juge doit avoir égard lorsqu'il est saisi d'un recours en annulation dirigé contre un bulletin de cotisation de la Chambre de commerce est celui applicable au moment où le bulletin a été émis et que celui en l'occurrence visé date du 5 juillet 2007, d'une part, et qu'un simple bulletin de rappel ultérieur, tel celui du 13 mars 2008, ne véhicule pas une décision autonome et donc n'est pas de nature à modifier ce cadre légal applicable pour l'appréciation de la légalité de pareil bulletin, d'autre part, il y a lieu de constater de prime abord que tous les moyens et considérations développés respectivement par les premiers juges et par les parties en cause ayant trait à l'applicabilité ou à la légalité du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 et/ou du règlement de cotisation de la Chambre de commerce adopté en 2008, restent nécessairement sans incidence sur la légalité du bulletin de cotisation effectivement visé, émis à un moment où ces actes réglementaires n'étaient pas encore en vigueur.

Ceci étant, au regard de l'ordre juridique ayant existé au mois de juillet 2007, force est de constater que c'est à juste titre que les premiers juges ont fait application des principes dégagés dans le cadre de l'arrêt de la Cour du 17 avril 2008 (n° 23755C du rôle) pour retenir - sur base de considérations auxquelles la Cour renvoie - un défaut de base légale suffisante à la base du bulletin de cotisation pour l'année 2007 émis par la Chambre de commerce le 5 juillet 2007 et rappelé par le bulletin litigieux du 13 mars 2008.

Il s'ensuit que l'appel est à rejeter et le jugement *a quo* à confirmer, quoique partiellement pour d'autres motifs.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties à l'instance ;
reçoit l'appel en la forme ;
au fond, le déclare non fondé et en déboute ;
condamne la Chambre de commerce aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,
Serge SCHROEDER, conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative